# Adefro

Association pour le Développement des Echanges France-Roumanie

Edito

## Editorial

### En Roumanie, c'est la survie !

Comment effacer 45 ans de communisme et 20 ans de dictature ! Où sont passés les Droits de l'Homme dans cette société déstructurée et désolidarisée ?

Le changement des mentalités est lent, très lent et il faut que chacun réapprenne les bases de la démocratie. Nos amis roumains, si proches de nous par leur latinité et leur culture, vivent le temps présent et rêvent d'un avenir meilleur. Mais pour que ces rêves deviennent réalité, il ne suffit pas d'avoir de la bonne volonté, encore faut-il une certaine réciprocité dans les échanges qui tentent de s'amorcer.

Puisse cette Nouvelle Année, leur apporter enfin une véritable économie de marché pour les aider à démarrer.

Les valeurs spirituelles et culturelles heureusement sauvegardées permettront-elles de remettre d'aplomb tout cet univers ébranlé ?

**Monique STOVEN**

**Bulletin de l'ADEFRO n°4**
**20,rue Charles Baudelaire 75012 PARIS**
**Janvier 1992**

# REBECCA
## ou la victoire de la vie

C'était en octobre 1989. La période maximale du marasme pour les familles roumaines, avec la pénurie d'aliments dans les magasins et l'augmentation inquiétante des tentatives d'avortements...

Une petite lueur commence à poindre à l'horizon. Elle prend corps au fond d'un asile de Prahova. En cet automne 1989, à Boïcoï, vient d'être conçue une enfant ardemment désirée, le fruit de l'amour des deux pensionnaires les plus jeunes de cet hospice.
Viorica, la maman a 35 ans ; elle est atteinte d'une maladie se manifestant par la paralysie progressive des quatre membres. Entrée à 28 ans dans cet hospice, elle n'a aucune possibilité objective d'en sortir. Saine de coeur et d'esprit, cette femme est de plus en plus dépendante puisqu'elle ne peut ni se mouvoir ni se nourrir seule.
Le père a fait des études de comptabilité. Depuis 1984, il souffre d'une paralysie des membres inférieurs, et, de ce fait n'a trouvé aucun emploi. Il est contraint d'entrer à l'hospice de Boïcoï en 1987 car sa famille ne peut plus le garder. Il a 31 ans lorsqu'il connaît Viorica.

Les visiteuses bénévoles de l'asile découvrent le jeune couple et sentent leur très fort désir de ne pas abandonner l'enfant, et de lui éviter absolument l'orphelinat d nt la réputation n'est plus à faire en Roumanie. Elles trouvent pour l'enfant une "mère nourricière" en la personne de GENICA* qui habite à Cimpina, village voisin de Boïcoï.

REBECCA est née le 14 juillet 1990. Date présage de la libéralisation de la Roumanie. Signe de la liberté d'un couple confiné au fond d'un hospice, ce bébé semble représenter tout l'espoir que garde secrètement un pays contraint de supporter encore le flou politico-économique.

REBECCA ne serait-elle pas aussi pour tout le peuple roumain la fleur de la liberté, dont le modèle français est le symbole ?

Quelle fête à l'hospice lors de notre visite du 14 août 1991 ! Les vieux riaient tellement que subitement ils venaient de perdre au moins dix ans.....les handicapés bondissaient de joie, et les femmes du personnel, curieuses, ne tarissaient pas d'éloges et de félicitations envers les heureux parents...

Oui, REBECCA est une enfant heureuse. A 1 an, elle a des parents qui l'aiment, une mère nourricière et un grand "frère" Anton, qui l'entourent et la choient.
Certes, la Roumanie est une enfant bien chétive : ses parents sont handicapés aussi. A 1 an et demi, elle n'a pas encore trouvé de mère nourricière. Mais son grand frère, la France, saura-t-il suivre ses premiers pas sur le chemin de la liberté, et soutenir les vacillements de sa jeunesse ?

* Genica, voir Epistole N° 1

Geneviève GUITTON



# Deux ans après

Après la chute de Nicolae CEAUCESCU dans les conditions dramatiques que l'on sait, mais selon un scénario dont on ne connait pas encore le détail, la Roumanie a pris un nouveau cours. Beaucoup de choses ont changé et l'espoir revient. Cela dit, la situation économique et sociale ne s'est pas améliorée et, les Roumains font sans cesse la comparaison avec "la Belle époque", rapprochement qui n'est pas toujours, tant s'en faut, à l'avantage du nouveau régime. Essayons de déméler l'échevau et, surtout, de fournir un début d'explications.

## *Ce qui a changé*

*** Les libertés publiques se sont affirmées**

Comparativement à la période de dictature, des progrès sensibles ont été enregistrés :

- la **liberté d'aller et de venir** a été rendue dès les premiers jours : les familles peuvent se déplacer, les jeunes ont la faculté d'aller à l'étranger pour voyager, étudier (voire, ce qui pose des problèmes, émigrer). En accordant un vrai week-end aux habitants, le nouveau pouvoir s'est rendu populaire : Finies les corvées et les "dimanches civiques" !

- la **liberté de s'exprimer est grande.** Alors qu'il n'y avait que quelques organes de presse du temps du *conducator*, les journaux foisonnent maintenant. Il y en a des centaines ; certains sont extrêmement bien informés et n'hésitent pas à manier la critique (tel "Romania Libera") ; d'autres font preuve d'imagination, témoignant du renouveau de la vie culturelle, artistique et religieuse.

- la **liberté de manifester** est possible, même si de nombreux accrocs se sont produits (épisodes des mineurs, émeutes et répression en janvier 199O, juin 199O et septembre 1991).

Partis, syndicats et associations peuvent se rassembler, défiler et faire des proclamations publiques. Cela marche dans tous les sens, y compris en faveur des factions extrêmistes (anti-sémite, anti-magyar, anti-tzigane).

*** La création artistique et culturelle ressurgit.** Pièces de théâtre, ouvrages littéraires, publications, expositions se multiplient. Les artistes sont mieux considérés, et surtout, participent au débat politique et social.

*** Le petit commerce explose**

Partout se sont ouvertes des échopes, sur une base individuelle le plus souvent, proposant aux consommateurs des produits -importés- aux prix du marché international. Les Roumains peuvent voir (et comparer) les biens de consommation d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et d'Extrême-Orient (autrefois réservés à la *"nomenklatura"* et inacessibles hormis les compromissions). Une classe de "petits capitalistes" est donc en train de naître.

*** Le statut des paysans individuels est reconnu**

Dans un pays où plus de la moitié de la population vit à et de la campagne, il était essentiel de rendre la liberté d'exploitation aux agriculteurs. Ceux-ci peuvent exploiter en propre jusqu'à 1O ha. L'auto-consommation est permise et les paysans sont libres de mettre ou non leur récoltes sur le marché (ce qui provoque d'ailleurs des phénomènes de rétention spéculative et des diffucultés dans le ravitaillement des cités urbaines).

Si des progrès ont été incontestablement accomplis, *les retours en arrière* et les

*imperfections* sont nombreux. Mais ce sont là des "maladies de jeunesse" de toute nouvelle démocratie. *Chaque point positif connaît ses limites.*

- la presse rencontre des difficultés d'édition, d'impression et de diffusion. L'argent manque. Les maisons de presse ne peuvent plus subsister du fait de l'élévation des coûts du papier et des prestations d'impression. Le prix des journaux a triplé et le consommateur achète moins. La lassitude s'installe aussi au niveau du débat politique, rendant moins attirante la presse écrite.

- propos démagogiques et incohérents sont tenus dans toutes les enceintes, ne contribuant pas à l'éclaircissement du débat et à la formulation de propositions vraiment constructives. Les oppositions se lancent des anathèmes et campent sur des attitudes de non-négociation et de non-participation.

- le fait de laisser une catégorie de la population régler ses comptes avec d'autres couches de la population voire renverser le gouvenement légal ne contribue pas à l'apaisement des esprits et témoigne de l'inachèvement du processus révolutionnaire de décembre 1989 ; manipulations et tentatives de coup d'état rendent fragile la démocratie roumaine.

- si les initiatives culturelles sont nombreuses et diversifées, elle se font souvent au détriment des structures existantes ; les grandes institutions artistiques s'étiolent et manquent de moyens. Le "chacun pour soi" triomphe. Le divertissement télévisuel , sans relief, ni racine, prend la place de productions roumaines de qualité. Les musées ont vu leurs crédits rognés. Le patrimoine est toujours menacé.

- les agents économiques sont plus attirés par les opérations spéculatives que par des investissements à long terme, ou des établissements durables. La plupart des commerces s'orientent vers les biens de consommation "bas de gamme", ouvrant les vannes de l'importation et faisant la joie des producteurs coréens ou japonais : l'industrie roumaine n'est aucunement stimulée par cette évolution de structures commerciales.

## *Ce qui n'a pas changé*

**- l'aspect extérieur des villes**

Il demeure triste et lugubre. Certes, l'architecture ceaucescienne ne peut pas être modifiée rapidement. Mais l'entretien des immeubles laisse à désirer (contrastant avec le regain de constructions à la campagne et le bon état des fermes paysannes).

Les municipalités parent au plus pressé et ont cessé les opérations de maintenance. Les transports publics urbains sont dans un état de délabrement prononcé. L'environnement des banlieues industrielles est complètement détruit et les usines continuent, faute d'argent, de polluer.

**- le ravitaillement**

Les pénuries subsistent dans les villes. Les produits de première nécessité (dont les prix sont encore bas, car subventionnés) sont difficiles à trouver voire encore rationnés (les *" cahiers de rationnement"*, où chaque citoyen est fiché par appartement, étage, escalier, bloc, rue, subsistent pour le sucre, les produits laitiers et quelques articles). Le spectacle des queues et des bousculades pour récupérer l'alimentation est courant. Les pertes de temps et les ennuis de santé qui en découlent sont considérables. Cela représente plusieurs points de productivité en moins pour l'économie . Quand les gens font la queue ils ne sont aucunement au travail !

**- la peur de l'autre**

Elle n'est pas morte avec la fin du régime de Ceaucescu et l'amoindrissement du rôle de la Securitate (devenue SRI). Les Roumains se méfient les uns des autres et ne parlent pas franchement les uns aux autres. La vie associative et politique s'en ressent. La solidarité est donc difficile, voire impossible, dans un tel contexte de suspicion, méfiance, jalousie. La délation est , hélas, encore de mise.

**- la faiblesse de structures associatives**

Le pouvoir communiste a brisé les ressorts du regroupement volontaire et généreux des citoyens. Tout "collectif" était intéressé ou obligatoire. L'altruisme était interdit, ce qui est paradoxal compte-tenu de l'idéal de départ des marxistes. L'essor des associations sans but lacratif et d'entraide est entravé par la montée des égoïsmes, le climat d'affairisme (petit commerce, spéculation immobilière, recherche des prébendes, détournements de savoir-faire et de richesses publiques) et la méfiance réciproque. Dès que quelqu'un prend une initiative, au lieu de l'en féliciter ou de l'encourager, on commence par le suspecter (il va s'enrichir !) ou l'encadrer (il va prendre le pouvoir!).

## *Ce qui a empiré*

*** le marché noir**

Dans un pays communiste, celui-ci existe à l'état larvaire. Les démocraties d'Europe centrale ont connu une flambée du marché noir par suite du déséquilibre -durable- entre la forte demande des consommateurs, assoiffés de biens jusqu'alors inaccessibles, et une demande nécessairement limitée par suite de la pénurie en devises et des stockages spéculatifs.

Cette "économie souterraine" représente une part très importante du Produit National Brut et ne contribue pas à l'assainissement du pays. La permanence du marché noir traduit ,en tout cas, le décalage entre l'économie roumaine et le marché mondial. Elle entretient la dissolution des structures sociales, car elle empêche la bonne répartition du Revenu National (mauvaise fiscalisation) et la compréhension de la notion de profit (beaucoup de gains sont illicites).

*** L'approvisionnement énergétique**

La pauvreté des ressources en devises, l'effondrement de la production intérieure (y compris dans le domaine des hydrocarbures), la guerre du Golfe (la Roumanie s'approvisionnait, pour partie, en Iraq et en Iran), la diminution drastique des fournitures en pétrole, gaz naturel et charbon de l'ex-URSS (en pleine anarchie), ont entrainé un chute des ressources énergétiques ; par contre-coup, celle-ci a provoqué l'arrêt d'unités de production (ainsi des serres, des usines fortement consommatrices) et la réduction du chauffage (on se souvient que la population a été traumatisée par les restrictions organisées dans ce domaine par Ceaucescu pour mobiliser le maximum de ressources matérielles et financières en faveur de la construction du Palais et de l'Avenue "Victoire du Socialisme" à Bucarest). La pénurie énergétique rejaillit sur l'ensemble de l'économie et freine le développement ; elle empêche, à son tour, la production de biens (à consommer ou à exporter).

*** L'inflation**

Corollaire des deux précédents phénomènes, la montée des prix et la dépréciation de la monnaie (le leu) s'accèlèrent. La première n'est pas, en soi, catastrophique : les prix roumains étaient déconnectés du marché mondial. Ils ne pouvaient pas rester indéfiniment trop bas, car cela

coûte au Trésor Public et cela alimente les achats spéculatifs, et... le marché noir (profits à la revente).

La dévaluation rapide du Leu, traduit, quant à elle, le déséquilibre profond des agrégats (budget, comptes nationaux, Balance des Paiements) et la baisse considérable de productivité du pays. Cette spirale n'est pas encore enrayée et constitue l'alea majeur pour l'investissement, tant domestique qu'étranger. De surcroit, la dépréciation constante de la devise nationale entretient la nécessité d'un contrôle des échanges qui obère le mouvement des capitaux (entrée des devises et rapatriement des profits) : or, les investisseurs veulent être rémunérés en monnaie forte ou stable.

*** les sentiments racistes**

L'effondrement du communisme a, immédiatement, fait ressurgir les tensions nationales et libéré les particularismes ethniques, religieux ou culturels. L'impérialisme soviétique, véritable chappe de plomb, a comprimé la vapeur, qui maintenant sort bruyamment. Le racisme (anti-sémite anti-magyar, anti-tzigane) s'étale avec hargne et insolence. Il est alimenté par les anciens nomeklaturistes qui y voient l'occasion de récupérer pouvoir et influences ; en pariant sur les bas instincts et en agitant le drapeau nationaliste, ces groupuscules, pénétrés par les anciens dignitaires du PCR et des responsables de l'ex-Securitate, jouent avec le feu et exacerbent les haines. Des problèmes sont ainsi créés de toutes pièces , permettant de détourner l'attention des vrais problèmes (économiques, politiques, sociaux). Les juifs, les tziganes deviennent des boucs-émissaires. Les dissensions entre communautés en Transylvanie sont artificiellement entretenues (voir l'article à ce sujet dans le présent N°)

## *Qui est responsable ?*

Nous sommes , Européens de l'Ouest et Roumains, solidairement responsables de cette situation, fort contrastée, où les zones d'ombre et les facteurs d'inquiétudes sont importants.

Certes les Roumains ne travaillent pas assez, et, quand ils sont employés (car le chômage s'étend), travaillent de manière peu efficace et peu rentable. Mais ils ont des excuses : le matériel fait défaut, les bureaux ne sont pas chauffés, les ordinateurs sont passséistes, le papier manque, le photocopieuses rarissimes, le téléphone saturé. Nous avons peine à imaginer les conditions catastrophiques du travail dans les usines, les bureaux et les dépôts de Roumanie. Certains services publics sont dénués de tout moyen, car les institutions partisanes ou la *Sécuritate* assurait des tâches administratives en lieu et place des fonctionnaires.

Ce dont manque le plus la Roumanie c'est d'*argent* et de *sens civique*.

L'Europe de l'Ouest est responsable sur le premier point, car sans les transferts de capitaux urgents, vers la Roumanie, de nouveaux soubresauts peuvent intervenir et le niveau de vie de la population ne pourra pas se relever. Il faudra des capitaux pour restructurer les usines, reconvertir les ateliers, retraiter les effluents et les déchets, restaurer les villes, acheter les équipements nécessaires dans les hopitaux, les écoles, les centres de recherche.

Sur le second point, la responsabilité des Roumains est grande . Le pouvoir politique n'est pas seul en cause comme voudraient l'affirmer certains. Le civisme commence dans la rue, l'immeuble, à l'école , dans la vie professionnelle. Corruption, coulage, débrouillardise et arrangements vicient les rapports humains et rongent la cohésion sociale. C'est à chaque citoyen d'en prendre conscience. C'est à chacun de changer sa mentalité. Une société ne se modifie pas par des lois et des décrets.

Bernard STOVEN

# LES PREMISSES DE LA CONCILIATION ENTRE ROUMAINS ET HONGROIS

## Conséquences de l'effondrement du Communisme

Dans sa zone d'influence à l'Est de l'Europe, le communisme s'est manifesté comme un vrai pouvoir colonial, utilisant des méthodes militaires, politiques et économiques. L'endoctrinement des peuples était un moyen de les maintenir dans l'ignorance et dans la déroute avec, comme but la confusion des espritts, menés par des slogans et des idées utopiques, sans couverture réelle. L'une de ces idées était l'internationalisme socialiste qui qualifiait l'idée nationale patriotique d'anachronisme et de trahison. On créait ainsi artificiellement un patriotisme socialiste à caractère internationaliste. De force, les peuples furent détournés de leur histoire authentique, de leur foi, de leurs traditions, de leur culture et de leurs aspirations.
Dans le "camp" socialiste ont ainsi disparu, ce qui était considéré comme un phénomène de "surface", les tensions et les disputes interethniques ; la propagande communiste parlait d'une solution radicale et définitive du problème national et des minorités. Dans l'esprit du vrai communisme stalinien, toute manifestation nationale était taxée de déviation doctrinale ou politique et promptement sanctionnée. Par la suite, certains successeurs de Staline ont permis - à des fins purement démagogiques et populistes - un nationalisme de parade (de type Ceaucescu) qui, en réalité, n'écartait pas les partis communistes respectifs de la grande ligne antinationale de l'internationalisme stalinien.

L'effondrement de l'empire soviétique et la première étape de la libération des pays est-européens de l'étau du totalitarisme communiste ont entraîné tout naturellement, une tendance des peuples à retourner à leur destin national afin de retrouver leur identité socio-politique et culturelle et, donc, leur propre spiritualité. Ainsi se sont réveillées et renforcées, aussi bien la conscience nationale et celle de l'identité dont nous parlions, que la solidarité de sang de traditions et de langue. Mais, sont aussi réapparus les anciens et irréversibles conflits de caractère ethnique et national., jusqu'alors etouffés.

## Perspective d'une Europe nouvelle

En même temps, nous vivons une vraie révolution européenne. Un continent divisé par la haine, par deux doctrines, deux conceptions de la vie diamétralement opposées, cède la place à une Europe ayant en commun les mêmes idéaux. Ce nouvel ordre et cette solidarité européenne ne sont pas incompatibles, malgré ce qu'en disent certains, avec le patriotisme, la solidarité et le droit à la différence des diverses communautés nationales. Ce qui relie les peuples européens sera une superstructure reposant sur des valeurs acceptées par tous. En même temps, ce nouvel esprit européen sera entièrement opposé et foncièrement incompatible avec toutes formes de nationalisme primitif, de chauvinisme et d'extrêmisme, qui mènent à la haine, à la violence et à l'injustice.

## Qu'en est-il des relations roumano-hongroises ?

Dans cette perspective européenne, en toute sincérité et objectivité, en gardant à l'esprit la paix sociale et l'entente, nous allons analyser les relations roumano-hongroises, les causes des vieux différends, et les solutions permettant de les aplanir.
La sincérité de cet effort implique, tout d'abord, la reconnaissance des tensions dans leurs dimensions réelles, car nier ou minimiser un conflit équivaudrait à ne pas vouloir le résoudre.

Depuis les guerres de conquête menées par le roi hongrois Bela II en Transylvanie et jusqu'à nos jours, les conflits entre roumains et hongrois ont pris des formes très variées, allant de manifestations revendicatives isolées jusqu'aux actions violentes les plus cruelles.

**1- Une bonne cohabitation.** Que nous montre le présent ? D'abord un aspect positif : il est incontestable qu'il n'y a pas de " problème de la Transylvanie", ni de revendication officielle relative au statut de ce territoire ou d'une partie de sa population. On ne peut constater aucune attitude de masse hostile à l'Etat roumain ou à la communauté roumaine. Il est bon de souligner ici un aspect réel : qui connaît l'histoire de cette contrée, bénie entre toutes, et les réalités sociales actuelles, peut affirmer haut et fort que, sur le plan communautaire comme sur le plan individuel, la bonne cohabitation a été et est réalisée dans une très grande mesure. Les roumains et les hongrois on combattu coude à coude les envahisseurs ainsi que les oppresseurs externes ou internes; ils ont travaillé, prié, souffert et se sont réjouis ensemble. Il y a de nombreuses amitiés de même que des mariages entre roumains et hongrois.
Malgré tout cela, on ne peut nier l'existence de tensions interethniques. Elles ont un caractère isolé qui revêt, d'habitude, des formes revendicatives d'ordre culturel et / ou social, et, très rarement, des manifestations hors du cadre légal . Le plus souvent, ces manifestations sont le résultat d'incitations et de diversions ayant pour oblet des prétentions et des solutions absurdes et totalement coupées de la réalité.

Une conciliation est donc possible et absolument nécessaire. Pour être durable, elle doi revêtir un caractère pragmatique et embrasser toute la problématique, avec ses aspects généraux et spécifiques

**2 - Un conflit historique.** Il y a eu et il y a des manifestations conflictuelles entre roumains et hongrois, de formes diverses. Enumérons les aspects qui doivent impérativement être examinés par les deux communautés:

a) L'histoire des relations entre les deux communautés.

b)Le respect des droits fondamentaux ou, au contraire la présence de mesures discriminatoires et d'assimilation dans les politiques officielles, qu'lles soient hongroise ou roumaine pendant les périodes de gouvernement démocratique et parlementaire de la Transylvanie.

c Les évènements de mars I990 à Tirgu Mures (préparation, auteurs moraux, incitateurs, cause de l'expectative des autorités centrales et locales).

d)Les évènements des départements de Covasna et Harghita pendant toute la période de décembre 1989 jusqu'à présent; à cet égard, les affirmations diamétralement opposées émanants de la commission parlementaire et de l'Union Démocratique Hongroise de Roumanie posent problème. En même temps, s'il y a eu effectivement, comme l'affirme la commission parlementaire, des attitudes anti-roumaines qui tombent sous le coup de la loi, quelles sont les vraies raisons pour lesquelles la direction du FSN* ne les a pas stoppées et ensuite punies ?

e)Qui sont les extrémistes hongrois et roumains dans les structures d'organismes politiques ou culturels ? Sous quels ordres agissent-ils, et dans quelle mesure influencent-ils et déterminent-ils les décisions ou les déclarations de ces organisations ?

f) Qui se cache derrière les innombrables diversions qui ont eu comme but les conflits ethniques et l'instigation à la haine, lors même que les populations aspirent à la paix et au développement ?

**3 - Les causes des conflits** qui ont favorisé les différends roumano-hongrois, dans le passé comme dans le présent, sont diverses:

a) Des prétentions territoriales : l'annexion de la Transylvanie par la Hongrie, soit à la suite d'une guerre de conquête, soit par l'entremise d'un "traité inégal".

b) La prétention à l'autonomie de la Transylvanie.

c) La demande d'autonomie pour les enclaves à population de Szeklers prédominante (départements de Covasna et Harghita), parfois reconnue par le pouvoir communiste.

d)Les revendications diverses, à caractère culturel ou d'autre nature, concernant les citoyens roumains de nationalité hongroise (ces revendications ayant en filigrane l'affirmation d'une privation de droits légitimes).

e) Des actions et des manifestations de groupes ou de personnes isolées à caractère hostile, violent ou offensant pour l'Etat roumain, pour ses institutions, pour les traditions et les valeurs roumaines. Entrent ici en ligne de compte les diversions qui consistent à lancer des bruits et des faux témoignages afin de créer des tensions, des mécontentements et de la panique, ainsi que la réaction à tout cela de la part d'organismes ou de personnes isolées.

Toutes ces raisons de discorde sont donc crées et déterminées soit par des officiels hongrois ou roumains, soit par divers organismes politiques, culturels ou sociaux, soit par des personnes isolées ou des groupes non représentatifs du pays et de l'étranger..

**4- Solutions des conflits.** Après avoir analysé les causes et les facteurs qui peuvent déclencher des conflits, nous essaierons de découvrir les solutions qui mènent à la conciliation. Un principe s'impose avant toute analyse : une solution radicale et durable de tout conflit entre les hommes n'est possible que si elle repose sur la vérité.

Pour rendre l'objectivité de notre analuse quelque peu crédible, nous nous situerons aussi du côté des intérêts et des raisonnements hongrois. Il est essentiel, croyons-nous, de voir si les aspects mantionnés peuvent être des causes valables de ces disputes.

Le principe d'autodétermination est de nos jours reconnu par les peuples civilisés du mondepar toutes les conventions et traités internationaux. Ce sera, à coup sûr, le fondement de l'ordre et du monde que les peuples veulent meilleur et plus juste. Le 1er décembre 1918, les roumains transylvaniens ont exprimé sans équivoque leur désir de s'unir pour toujours avec les roumains d'au-delà les Carpates. Cette option a été reconnue par les peuples européens et confirmée par le traité de Trianon. Voilà pourquoi toute prétention, d'où qu'elle vienne, relative au statut de la Transylvanie nous apparaît comme non réaliste et inopérante. Quant à la transformation des départements du centre de la Roumanie en enclave ethniques autonomes "Pays des Szeklers", elle contrevient non seulement au principe de l'autodétermination (en Roumanie vivent à peu près 7% de hongrois et de szeklers, et en Transylvanie leur pourcentage est à peu près 20%), mais aussi à celui de l'Etat unitaire roumain ; de ce fait, elle est anticonstitutionnelle. C'est pourquoi elle nous semble non réaliste et donc dénuée de chance devant tout organisme international. de plus, cette prétention contrevient aux intérêts vitaux de la population szekler. Si, par absurde, une telle autonomie se réalisait, ce serait une séparation politique, économique, culturelle du reste du pays et de la communauté majoritaire, séparation qui affecterait gravement le développement des populations respectives.

**Les conditions d'une cohabitation harmonieuse.** Il y a une réalité qui est indiscutable et non modifiable : **l'existence au sein de l'Etat** roumain unitaire, à côté de la communauté majoritaire roumaine, d'une communauté hongroise. C'est pourquoi il n'y a qu'une solution : la cohabitation pacifique et harmonieuse, afin d'assurer le bien commun de la société et du pays entier. Les roumains et les hongrois doivent comprendre, une fois pour toutes, que toute autre solution est absurde, ensensée et contraire aux intérêts réels de tout un chacun.

De tout cela il résulte à l'évidence que ce "modus vivendi", désiré par tous ceux qui se situent sur des positions réalistes et objectives, implique ce qui suit:

a) l'Etat roumain, par ses lois et ses institutions, doit assurer aux citoyens de nationalité hongroise tous les droits prévus par la constitution et les conventions internationales. Il faut réaliser l'égalité effective entre tous les citoyens du pays et toutes les conditions pour la conservation et le développement de la langue, de la culture, des cultes, des traditions et de l'identité ethnique des minorités de Roumanie.

b)les officialités hongroises et les organismes représentatifs des hongrois et des szeklers de Transylvanie doivent s'abstenir de formuler des prétentions non constitutionnelles, non réalistes, non conformes aux règles internationales et qui pourraient léser la communauté majoritaire roumaine par l'obtention de privilèges discriminatoires en faveur des hongrois, privilèges qui ne pourraient avoir pour effet que les dissensions et la séparation.

c) les citoyens roumains d'origine hongroise et leurs organismes politiques et culturels doivent reconnaître le principe de l'autodétermination, l'Etat national roumain unitaire, sa constitution, désirer sincèrement le bien et la prospérité de la société et du pays entier ; ils doivent agir dans ce sens.

d) les Etats roumains et hongrois, tous les organismes politiques, sociaux etculturels roumains et hongrois de Roumùanie, de Hongrie oou d'autres pays, doivent condamner, s'y opposer et empêcher les activités d'individus, de groupes ou d'organismes à caractère chauvin, extrémiste, ainsi que toute manifestation hostile incitant à la haine et aux dissenssions, y compris à la perversion des vérités historiques, ce qui créeraient des mécontetements et de révolte.

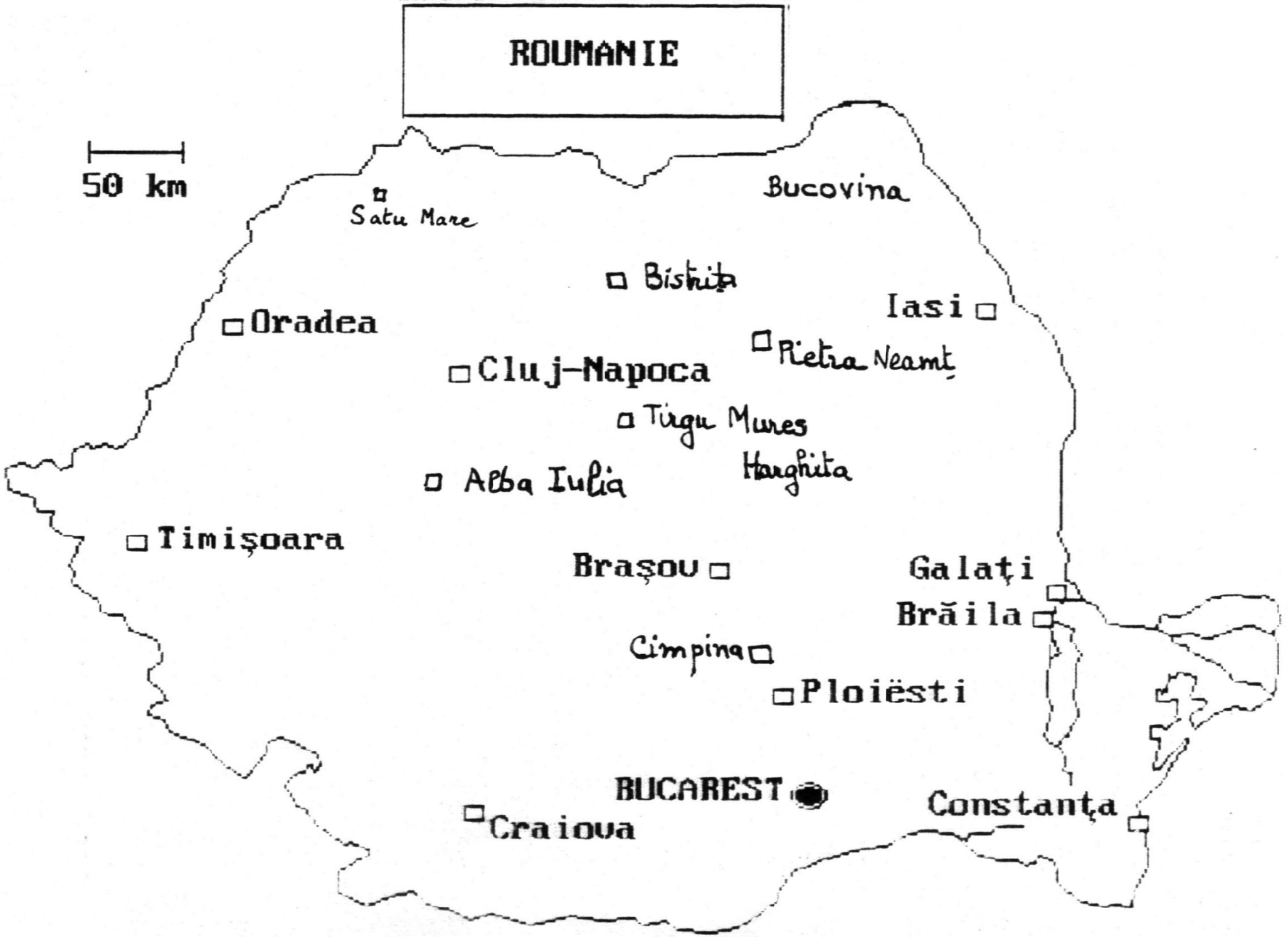
e) toutes les institutions d'enseignement et de culture, les mass-médias, les organisations sociales, culturelles et politiques, les personnalités de tous les domaines devront agir en commun pour cultiver, dans la conscience de tous les citoyens, les valeurs chrétiennes et démocratiques, et en tout premeir lieu l'amour. Cela est essentiel parce que tout pacte entre les hommes, pour être durablement appliqué, oit être non seulement écrit et déclaré, mais surtout inscrit dans le coeur de chacun.

f) les gouvernements, les personnalités politiques, culturelles et spirituelles et les organisations socio-politiques du monde occidental, quand ils se réfèrent aux relations roumano-hongroises, doivent se maintenir dans les cadres d'une absolue objectivité et éviter toute affirmation injuste et tendancieuse, qui ne peut avoir qu'un effet négatif, augmentant les dissensions et le mal, et contraire à un effet de conciliation.

**Création d'un Conseil.** Nous croyons que pour l'application de toutes ces conditions et mesures, et pour la solution prompte et objective des malentendus, il est nécessaire de créer un organisme compétent qui rende effectif le dialogue et l'analyse. A cette fin, nous avons initié dans le cadre du Forum Antitotalitaire de Cluj, la création d'un Conseil de litige interethnique à la participation mixte hongroise et roumaine.
Parce que roumains et hongrois sont des peuples chrétiens, quand ils décident des relations entre eux, il est bon qu'ils se rappellent les paroles du Rédempteur : "Le monde vous reconnaîtra comme étant les Miens par cela que vous vous aimerez les uns les autres".

Docteur Ion BOÏLA
Président du conseil municipal du Parti National Paysan Chrétien Démocrate à Cluj.

* F.S.N. Front du Salut National, parti actuellement au pouvoir.


ROUMANIE
50 km
Satu Mare
Bucovina
Bistrita
Iasi
Oradea
Piatra Neamt
Cluj-Napoca
Targu Mures
Harghita
Alba Iulia
Timişoara
Braşov
Galaţi
Brăila
Cimpina
Ploiësti
BUCAREST
Craiova
Constanţa

## *LA SITUATION SOCIALE DE LA ROUMANIE*

*Si les relations entre la France et la Roumanie ont eu ces deux dernières années un caractère essentiellement social, voire d'assistance, c'est en partie à cause de la sensibilité des français tellement attachés à leur confort matériel, et donc tellement choqués par les images de la pénurie.*
*Or, les roumains auraient peut-être souhaité avoir avec nous des contacts d'une autre qualité. Leur amour pour la France les incite à désirer tout simplement poursuivre les relations interrompues en 1948, sur le mode d'une connaissance mutuelle, d'une entr'aide amicale ou d'un enrichissement réciproque, mais certainement pas à se voir traités comme des "assistés". Le danger actuel serait de les enfoncer dans cette situation de dépendance. Il est urgent de permettre à ce pays de l'Est le plus "à la traîne" après la Russie, un relèvement économique d'abord, sanitaire, social, culturel, démographique ensuite. Le fondement spirituel de la civilisation roumaine christianisée dès le premier siècle par les Romains, est un atout extrêmement solide à la réussite de ce relèvement . " Réveille-toi, roumain..." dit l'hymne national ; oui, il est grand temps de réveiller ce roumain encore trop enlisé dans un flou politico-économique inextinguible.*

### *Simulation de liberté sur fond de grisaille*

*Le gouvernement du Président Iliescu emploie le langage de la démocratie sans en appliquer les méthodes. Le fondement de la politique reste le même qu'avant, mais les atouts de la soi-disant liberté, à savoir les excès de "laisser-aller" et de "laisser-faire" à tous les niveaux, aboutit après deux années, à une catastrophe économique dont les conséquences sociales risquent de mener la population à une pauvreté pire que lors des années 1987-89.*

*L'inflation diminue gravement le pouvoir d'achat. Une maison évaluée à 4000 $ en 1990 coûte maintenant 8000 $. L'essence vient de passer de 40 leis (1) le litre à 130 leis, ceci pour parvenir bien sûr à une parité avec les monnaies étrangères, mais le drame est que les caisses de l'Etat se videntau point de ne plus pouvoir honorer les salaires. Déjà, dès le début de1990, des mesures étaient prises pour diminuer le nombre des salariés ; ainsi, il était proposé aux femmes de 50 à 55 ans de prendre une retraite anticipée, et le congé de maternité passait de trois mois à un an (indemnisé à 65% du montant du salaire).*

*En cette fin 1991, le chômage frappe une grande partie des ouvriers d'entreprises d'Etat, et nombre de famille retournent à la terre, chez leurs parents... cette terre dont une loi de 1990 a voulu son partage entre les anciens propriétaires, et qui ne parvient pas à s'appliquer pour causes admnistratives inextricables.*

*Dans cette ambiance, l'état d'esprit des roumains n'est pas encore à l'optimisme ; le relèvement démographique n'est pas démarré. Au contraire, la légalisation de l'avortement, l'exiguité des logements et la pénurie des aliments de base cantonnent les habitants des villes à leur intérieur ; les contacts avec les voisins sont encore de l'ordre sinon de la méfiance, du moins de l'indifférence. A dépenser son énergie à la recherche des éléments de survie, on n'a plus ni le pemps ni le courage d'entreprendre.*

*En Roumanie tout est encore très centralisé. Le gouvernement a le monopole des informations et émissions télévisées. La politique de l'Enfance qui a emprunté le modèle français, et qui a dû s'organiser très vite en 1991 pour mettre fin aux départs en masse des enfants "vendus" à l'étranger, reste très bureaucratisée. La loi de protection de l'enfance est en réalité plus une protection des institutions pour enfants que celle de la personne de l'enfant. Le service ministériel dirigé par Madame ZUGRAVESCU parviendra-t-il à une organisation ramifiée jusqu'à la base ? Une des fonctionnaires de son service m'affirmait en août 1991 que les enquêtes sociales n'étaient pas sérieuses, ne reflétaient pas la vérité.*

*Depuis les année 1970, c'est à dire après le voyage de Ceaucescu en Chine, toutes professions sociales et psychologiques ont été supprimées, les journaux recevaient des ordres de ne pas parler de sujets comme l'enseignement, les avortements, les maisons d'enfants, les hôpitaux etc..*
*.Il restait et il reste, au niveau des préfectures un certain nombre de juristes et de secrétaires, spécialisés par la force des choses dans le domaine social ; là sont établies les listes des vieillards et des enfants à mettre en établissement ou à transférer d'un institut à l'autre.*

*En vingt ans bien sûr, la situation s'est dégradée au point que la corruption est devenue la norme. Pour les directeurs d'établissements, les médecins, les avocats, le personnel, comme pour tout citoyen roumain, l'instinct de survie est devenue primordial à la conscience d'appartenir à une profession par ailleurs très dévalorisée. Toutes les méthodes pour se maintenir soi-même et maintenir sa famille en vie, étaient bonnes. C'est pourquoi, le critère d'honnêteté n'existait pas, et n'existe plus.*

*L'ignorance des occidentaux face à cet état d'esprit a peut-être provoqué plus de dégats que de bienfaits...Par certains côtés, nous ne pouvons que louer ceux qui par tous les moyens refusaient de se laisser engloutir dans l'idéologie dépersonnalisante. La valeur de l'individu étant anihilée, il fallait bien sûr à tout un chacun chercher quelque part une reconnaissance.*

*Or, c'est la famille qui jusqu'à maintenant a tenu ce rôle :"la vulnérabilité de l'individu face au système trouve sa compensation dans la famille. Celle-ci reste une des institutions fortes et hautement valorisée qui a comme seul but la recherche du bonheur... Il n'est pas fortuit que le seul motif invoqué pour s'excuser de la passivité politique était la peur de faire de sa famille la cible de répression de la part du pouvoir." (2)*
*Actuellement la peur est moins intense ; la liberté de s'exprimer, celle de circuler comme celle d'acheter ou de vendre, toutes sont acquises en principe, mais en réalité elles restent très relatives. Les journaux d'opposition, comme par hasard, manquent de papier et d'encre, et ils n'arrivent pas dans les régions les plus éloignées des grands centres. Les prix des trains, des voitures, de l'essence, comme des lignes aériennes deviennent prohobitifs. Des commerçants privés ouvrent boutiques, initiatives des rares privilégiés qui ont de quoi investir, ou bien de ceux qui sont aidés de l'étranger.*

***Emergences des initiatives***

*Oui, les **initiatives privées** en Roumanie sont vouées à la réussite dans la mesure où les fonds de départ viennent **de l'extérieur**. Ainsi, sous l'impulsion des églises catholiques et protestantes étrangères des actions de charité ont commencé à naître.*
*Par exemple les soeurs de Térésa de Calcuta se sont installées en trois lieux reprenant deux centres pour enfants handicapés et un pour personnes âgées. Bénéficiant de financements et de personnels internationaux pour laplupart anglophones, leurs centres ont un aspect plus humain que les établissements d'Etat. En six mois mois, des enfants de 3 à 6 ans qui ne savaient ni marcher ni se nourrir seuls, sont devenus autonomes. Le secret ? Il n'y en a pas ; un personnel attentif, une nourriture correctement préparée et distribuée, une atmosphère chaleureuse, tout ce qui hélas n'existait pas dans les trop nombreux instituts roumains fabriqués par Ceauscescu il y a vingt ans. De plus, les jeunes novices roumaines se forment sur place tout en constituant la base du personnel.*
*Un autre exemple est celui du projet de construction d'un complexe hospitalier à l'initiative de la communauté italo-roumaine ; il est financé par des diocèses et congrégations religieuses italiennes et comporte l'installation d'un centre spécialisé pour handicapés, un hôpital et aussi la formation du personnel.*
*"Christiana" est un groupe oécuménique financé par la Suède, qui a commencé aussi la formation des infirmières du futur hôpital du même nom.*
*Des groupes baptistes venus des Etats-Unis réalisent une très grande aide sur les plans psychologique et social, et recueillent énormément d'adeptes car la population vit depuis la révolution un grand désarroi moral. L'acquisition subite de la liberté a perturbé grand nombre de personnalités fragiles qui ne savent plus sur quelles références s'appuyer.*
*Enfin "SOS Villages d'enfants" a déjà choisi les implantations pour la construction de trois "villages" aux environs de Sibiu, Brasov et Bucarest.*

*La solidarité interne en Roumanie apparaît de nouveau, notamment à l'occasion de la terrible catastrophe de la rupture d'un barrage en juillet 1991 ; le défaut d'entretien de ce barrage et l'accumulation des pluiesprintanières provoquèrent l'engloutissement de deux villages. Des groupes municipaux, politiques et religieux organisèrent des quêtes publiques et mirent en place des secours efficaces.*
*Une association oécuménique à Ploiesti, l'ASUR (3), s'est constituée pour effectuer des visites de vieillards en ville.*
*Plus modestes sont les réalisations des églises catholiques qui mettent au point petit à petit différents services caritatifs, aides aux pauvres, distribution de médicaments, visites des handicapés. Mais le frein à toute action approfondie réside dans le manque d'espace (les lieux de culte restent dans les mains des orthodoxes), et le défaut d'organisation.*
*Cependant, les bénévoles de l'ASUR qui nous ont affirmé l'urgence d'aider les plus pauvres car l'inflation risque d'accroître les besoins des gens en nourriture, a trouvé un moyen, c'est d'aller voir les producteurs eux-mêmes dans leurs magasins et de leur demander du lait et des pommes de terre trois fois par semaine ; ces fournisseurs acceptent de donner ces denrées car ils apprécient le sérieux de la démarche de ces volontaires qui préparent des repas et vont les porter aux domiciles de ces pauvres.*

### *Points de repères socio-économiques*

*Pour situer plus complètement la situation sociale de la Roumanie, il convient d'ajouter que certains produits alimentaires de base sont encore rationnés ; ainsi chaque personne a droit à 1kg de sucre et 3/4 de litre d'huile par mois, à condition bien sûr d'en trouver dans les magasins, ce qui n'est pas toujours le cas.*
*Encore quelques points de repères financiers :*
*- 1 litre de lait coûte 15 à 20 leis (1)*
*-une fleur, 35 leis*
*-un timbre pour la France, 50 leis*
*-une course en taxi à Bucarest, 400 leis*
*-un jean (magasin privé), 1500 leis*
*-deux fois "un plein" d'essence, 10400 leis*
*-un salaire, de 10.000 à 20.000 leis.*
*Les allocations familiales s'élèvent à environ 500 leis par mois et par enfant, celles remises aux handicapés reconnus inaptes au travail à envison 3.500 leis par mois*
*Il existe des aberrations relatives aux salaires ; les métiers de la santé et de l'enseignement n'étant pas "rentables" sont très peu payés ; ainsi, une jeune fille ayant fait cinq ans d'études supérieures gagne aujourd'hui davantage comme ingénieur débutante (15.000 leis) que son père professeur de collège (11.000 leis) et que samère médecin d'entreprise (10.000 leis) ayant chacun vingt ans d'ancienneté.*

*Enfin, il faut signaler qu'en ville la pression de gaz domestique diminue avec les grands froids. A l'école de Cornu (500 élèves), il n'y avait ni eau ni chauffage durant l'hiver 1990-91 ; les enfants devaient garder leurs anoraks toute la journée, et apporter leurs bouteilles d'eau s'ils avaient envie de boire ;pas étonnant d'apprendre la persistance des épidémies d'hépatites... Aux dernières nouvelles, aucun travail n'a été entrepris pour remédier à ces carences.*

*Face à tous ces problèmes, que font les travailleurs sociaux ? Pour le moment il n'y en a pas. Cette profession qui a vu le jour au lendemain de la première guerre mondiale en Roumanie, était animée par les "soeurs sociales". Venues de Hongrie, celles-ci ont monté des foyers de jeunes filles, organisé des visites aux pauvres et crée des écoles de formation d'assistantes sociales. Si bien qu'à la veille de l'arrivée du communisme, le réseau d'aide sociale répondait très correctement aux besoins de la population. En 1950, laplupart des soeurs sociales efficaces, comme les intellectuels et les fortes têtes catholiques ont été emprisonnées ; les professionnels du secteur social ont donc progressivement disparu.*

*Mais le coeur et l'espoir des roumains n'ont pas disparu ; leur qualité d'accueil et de tolérance dont toujours là. Surtout, ils ont* ***besoin d'être reconnus dans leur persévérance à lutter pour la liberté.*** *Rappelons-nous que laplupart des soulèvement amorcés depuis 45 ans pour recouvrer cette liberté furent sévèrement réprimés, et dans le sang.*
*Une chape de plomb a empêché l'opposition de se reconstituer comme dans les autres pays voisins. L'accord Reagan-Gorbatchev de 1985 pour l'ouverture vers un certain libéralisme s'est réalisé dans tous les pays de l'Est avec sérénité et efficacité, sauf en Roumanie. Les occidentaux oublieraient-ils si vite que plusieurs centaines de jeunes sont morts en décembre 1989 pour la liberté, laquelle n'est toujours pas acquise ?*

***OUI, nos amis roumains ont besoin de renouer avec leur histoire, de retrouver leur dignité et de rejoindre la valeur réelle des êtres et des biens. Pour cela nous avons à les conseiller avec bienveillance afin qu'ils acquièrent les méthodes de la démocratie, le sens du travail bien fait, et l'esprit d'organisation dans tous les domaines.***
***Les français sauront-ils répondre à l'appel de leurs frères francophones si désireux de nous accueillir et tellement attirés par la civilisation occidentale?***

***Geneviève GUITTON***
***Travailleur social.***

*(1) En novembre 1991, au taux officiel,*
*1 FF = 33 leis, 10.000 leis =307 FF; 1 $ =180 leis*
*(2) Smaranda MEZEI, professeur de sociologie à l'université de Bucarest.*
*"L'Odyssée de la famille roumaine". Revue des affaires sociales Sept. 1991*
*(3) A.S.U.R. Association de solidarité humaine roumaine, dont le siège est à Bucarest et les filiales à Ploiesti, Galati, et BaiaMare.*

Galați, le 20 novembre 1957

Chère amie inconnue,

Je m'appelle Simona-Maria Vasilescu et j'ai 15 ans. Je voudrais correspondre avec des filles de mon âge.

J'aime bien les langues étrangères, la musique. J'habite Galați, une ville „verte", avec beaucoup de tilleuls, pour ça la ville est appelée „la ville des tilleuls".

Si tu veux savoir, je suis châtaine aux yeux bleus ~~et~~ Voilà mon adresse.

VASILESCU SIMONA
Str. AEHATA POPOVULUI
Bl L5, sc. II, ap. 40, Galați, 6200

Chère amie,

Je m'appelle Monique et j'ai 14 ans. Je suis en quatrième classe au lycée. J'habite en Roumanie en Galați.

J'ai un frère qui a 13 ans.

Je veux correspondre avec une jeune fille qui a mon âge ou avec un jeune garçon.

J'aime la musique, j'aime beaucoup lire et les petits animaux.

La ville s'appelle Galați et elle est très belle.

Dans ma classe sont trente élèves qui aiment beaucoup la langue française. J'aime aussi la française et je lis beaucoup de revues françaises „Salut", „Modagne", „Pif".

Nous avons sept heures de français par semaine, quatre heures de russe, deux heures de latine, trois heures des math.

Voilà mon adresse:

Ionașcu Monica
Galați, cod 6200,
str. Micro 17, bloc T, ap. 26, etj 6;
Roumanie

J'attends avec impatience ta lettre.

Monique.

# INITIATIVES EN ROUMANIE

**Socio-politique.** La création de F.A.C.L.A. ou "Forum antitotalitaire chrétien pour la lutte anticommuniste" à Bucarest, dont notre ami Litsu GITLAN est le président. Cette association dont un des buts est la renaissance morale et spirituelle de la Roumanie, se propose de réaliser tout d'abord l'éducation politique et morale du peuple roumain, et veut lutter pour la liberté individuelle et familiale.

**Culturelle.** L'association "La douce Bucovine" évoquée dans Epistole N° 1, semble freinée pour le moment par le manque de moyens humains et matériels. Notre ami Vasile revu dernièrement nous a dit avoir mis en veilleuse les activités de ce groupe.

**Medicales.** Le désir intense de certains médecins de faire connaître, apprécier, puis soutenir leurs actions par leurs homologues français. Il s'agit:

-du Docteur VAGAUNESCU Tudor, médecin à la clinique médicale 5 de Cluj, qui cherche à correspondre avec des collègues français.

-de Madame SULEA, médecin neuropsychiatre à Alba-Iulia qui va ouvrir un jardin d'enfants pour handicapés.

-de Madame STEFAN, médecin généraliste à Pietra-Neamt, qui vient d'acquérir un appartement pour ouvrir un cabinet médical privé.

**Para-médicales.** La création de l'Association "Nevraxul" par un kinésithérapeute aveugle de Ploiesti, Oprea PESCARU. L'association comprenant déjà 350 adhérants répond surtout aux problèmes sociaux des handicapés ; elle souhaite entrer en relation avec des associations françaises équivalentes.

**Sociale.** L'association des anciens détenus politiques de Roumanie comporte des filiales dans chaque ville du pays. A Cluj, Ion GHERASIM, le président réalise le contrôle strict de la distribution de médicaments aux affiliés malades. Chacun des membres de l'association, pour la plupart âgés, a cruellement souffert détention, et persécutions de toutes sortes entre 1948 et 1964. Cette filiale a besoin d'une photocopieuse.

**Economique.** La création de la société "Gherman SNC", approuvée par la Chambre de Commerce de Cluj le 17 avril 1991, et dont les activités sont la production et la commercialisation d'objets en bois, en tissu ou en laine (tricots), et la réalisation de services comme la réparation d'objets ménagers. Les ouvriers de cette entreprise sont des jeunes retraités ou des chômeurs dont le nombre grandit de façon inquiétante actuellement en Roumanie.

**Les projets de l'A.D.E.F.R.O. pour 1992 sont :**

- La poursuite et l'approfondissement des actions menées en 1991, notamment par la diffusion dans EPISTOLE et d'autres journaux, des articles décrivant la situation de la Roumanie. Ces articles seront rédigés par les membres de l'ADEFRO qui se rendent en Roumanie et par les roumains eux-mêmes.

-La présentation et la vente de tableaux et tapisseries réalisés par des artistes roumains qui n'ont pas eu la possibilité de le faire dans leur pays.

-La recherche de nouveaux amis dans chacun de nos deux pays.

Tout naturellement les membres de l'ADEFRO, anciens et nouveaux, signifient par leur adhésion un désir profond de participer. dans cet état d'esprit, aux actions menées par l'association. Il y a un réel plaisir et un véritable enrichissement personnel à parfaire la connaissance mutuelle de nos deux peuples et à répondre à l'attente de nos amis roumains qui, à toute heure du jour ou de la nuit, sont prêts à nous accueillir.

AUX FAMILLES ROUMAINES ET FRANCAISES,
L'A.D.E.F.R.O.
PRESENTE SES MEILLEURS VOEUX POUR 1992
"LA MULȚI ANI !"

## POURQUOI ADHERER A L'A.D.E.F.R.O. EN 1992 ?

Souhaitant participer au relèvement progressif de la Roumanie, l'ADEFRO encourage les actions des roumains dans leur pays, en s'appuyant sur des relations amicales, car depuis plus d'un siècle, nos deux pays ont vécu des évènements historiques qui les ont rapprochés.

Les Roumains n'ont ni besoin ni envie d'être regardés avec pitié et d'être traités en assistés. C'est pourquoi, en 1991 les **actions de l'ADEFRO** ont été modestes mais sûres :

1- le voyage du peintre Litsu GITLAN, l'exposition et la vente de ses oeuvres à Paris et en province.

2- le soutien financier de la construction des maisons de Miutsa à Galaţi et de Génica à Cimpina favorisant l'accueil familial des enfants abandonnés.

3- La mise en place des échanges entre français et roumains:

- les enseignants et les élèves des écoles de Cornu, Botoşani, Blaj et Bucarest, et du lycée de Galaţi, avec les élèves des collèges de Passy -Buzenval, et du lycée Blomet à Paris.

- le don de médicaments, documents et nourriture pour enfants aux médecins et familles connues de Cluj, Cimpina, Alba Iulia, Bucarest, Pietra Neamt, Botoşani, Galaţi.

-la venue en France de sept stagiaires informaticiens professionnels qui se sont succédés chacun une dizaine de jours pour une formation à la "Simplification des procédures du commerce international" afin de les ouvrir à une économie de marché.

## COMMENT REJOINDRE L'ADEFRO

Toute personne intéressée, en devenant membre apportera une pierre à l'édification de l'ADEFRO.

| | |
|---|---|
| MEMBRE CORRESPONDANT | 100 FRF |
| MEMBRE ACTIF | 200 FRF |

Merci d'adresser vos cotisations au siège de

l'A D E F R O

20, rue Charles Baudelaire
75012 - PARIS

---

(découper suivant le pointillé)

NOM :

Prénoms :

adresse :

code postal : ville :

tél. domicile
tél. travail

Conditions d'adhésion

correspondant ○

membre actif ○

est intéressé par

les problèmes sociaux ○
les questions d'éducation ○
les aspects culturels ○
les rappels historiques ○
l'évolution des mentalités ○